

RÉVOLUTION INTERNATIONALE

ORGANE DU COURANT COMMUNISTE INTERNATIONAL EN FRANCE

Supplément au mensuel n° 417 • Octobre 2010 • www.internationalism.org • france@internationalism.org . 0,50 euro

Comment prendre nos luttes en main ?

Le mouvement contre la réforme des retraites dure depuis maintenant sept mois. La première journée d'action qui avait eu lieu le 23 mars avait rassemblé 800 000 personnes dans un climat plutôt atone et quelque peu désespéré. Mais depuis, la lutte n'a fait que s'amplifier. De plus en plus de travailleurs, de chômeurs, de précaires, de familles ouvrières entières, de lycéens et d'étudiants se sont peu à peu agrégés au mouvement. Nous sommes aujourd'hui plus de trois millions à descendre régulièrement dans la rue !

En fait, cette réforme est devenue le symbole de la dégradation générale et brutale de nos conditions de vie. Les jeunes sont confrontés à un véritable « mur de l'emploi » ; il n'y a presque plus de postes aux concours de la fonction publique, le privé n'embauche

que très peu et à des conditions de plus en plus précaires et insoutenables. Le gel des salaires, la hausse des prix, en particulier du logement, la baisse drastique des remboursements des soins médicaux et de toutes les allocations sociales, les radiations massives des Pôles Emploi... toutes ces attaques innombrables nous mènent tous, progressivement mais sûrement, dans la misère.

Dans cette situation, pour beaucoup, l'idée même de la retraite, du « repos bien mérité » après des années de galères et de baigne salarial, c'est ce qui permet de tenir. C'est la lumière au bout du tunnel. Les travailleurs des années 1950, 1960, ont pu profiter de ce relatif « Eldorado ». Or, depuis vingt ans, le montant des pensions de retraite ne cesse de diminuer. Aujourd'hui, ces

pensions sont devenues misérables et elles obligent beaucoup de retraités à faire des petits boulots. Et tout le monde sait que cette réforme va encore aggraver cette situation déjà dramatique. Comme le scandent de nombreux manifestants, l'avenir promis par le capital, c'est « *Métro, boulot, caveau* ».

En fait, la crise économique mondiale du capitalisme est en train d'entraîner toute l'humanité dans l'abîme de la misère. La situation est grave et cette gravité se retrouve sur les visages. Sept mois de lutte... des journées d'action à répétition, des secteurs entiers en grève reconductible, des sites industriels bloqués par des ouvriers déterminés et combatifs faisant face à la répression. « *Les jeunes dans la galère, les vieux dans la misère* ». Il n'y

a aucun doute, la colère est immense et elle touche toute la classe ouvrière !

Et pourtant, le gouvernement ne retire pas sa réforme des retraites. Descendre à des millions dans la rue ne suffit pas. **Tout le monde sent bien qu'il manque à ce mouvement « quelque chose ».** Ce « quelque chose », c'est la prise en main des luttes par les travailleurs eux-mêmes. Si nous ne faisons que suivre comme des moutons les consignes de l'intersyndicale, nous allons droit à la défaite, comme en 2003 et 2007. D'ailleurs, la méfiance envers les syndicats grandit dans les rangs de notre classe. Mais aujourd'hui, seule une minorité ose franchir le pas, ose tenter de s'auto-organiser en assemblées générales souveraines et non syndicales. A notre connaissance, il y a une dizaine

d'assemblées interprofessionnelles de ce type en France aujourd'hui. Par exemple, une assemblée réunit régulièrement des cheminots et des enseignants, des chômeurs et des précaires dans le hall de la Gare de l'Est à Paris. Des assemblées de rue se tiennent très régulièrement à Toulouse devant la Bourse du Travail et en fin de manifestation. Mais cela reste encore très minoritaire.

Le prolétariat doit reprendre confiance en lui, en sa capacité à lutter et à s'organiser collectivement, en tant que classe. Comment ? Comment peut-il prendre SES luttes en main ? C'est à cette question cruciale et déterminante pour l'avenir que les articles ci-dessous tentent d'apporter une partie de réponse.

CCI (22 octobre)

Bloquer les raffineries : une arme à double tranchant

20% des pompes à sec. Des queues interminables. Des « Unes » médiatiques sur la paralysie économique du pays. Des ouvriers combatifs et déterminés. Et un Président de la République qui tape du poing sur la table, menaçant les « voyous » des pires représailles. L'image est forte et est en train de faire le tour du monde.

Les travailleurs qui campent devant les raffineries le font au nom de la solidarité ouvrière. S'ils ont le courage de s'exposer ainsi aux coups de la répression policière et aux sanctions de leurs patrons (celui de Grandpuits, en région parisienne, a menacé de fermer définitivement le site et de licencier tout le monde), c'est qu'ils ont conscience de lutter pour une cause juste qui les dépasse : contre la réforme des retraites qui va tous nous toucher et contre les pensions de misère qui en découlent. Ils se battent pour toute leur classe.

La paralysie des transports provoquée par leur blocage montre aussi que c'est bien la classe ouvrière qui fait tourner le monde. Ce sont les travailleurs qui produisent les richesses. Les capitalistes ne sont finalement que des parasites qui vivent sur notre dos en s'appropriant le fruit de notre travail. Et il suffit qu'un secteur, stratégiquement il est vrai, cesse de fonctionner normalement pour que toute une économie nationale en soit perturbée.

Mais cette arme du blocage est à double tranchant.

Qui est le plus gêné par ces blocages ?

Le blocage des raffineries a pour but affiché de paralyser l'économie pour

faire pression sur le capital. Il est vrai qu'il n'y a rien de plus cher à ses yeux que la ligne comptable de ses profits. Cela dit, qui est le plus gêné par la pénurie d'essence ? Qui subit la plus grande pression économique, le capital ou les travailleurs ? Concrètement, les plus grandes entreprises du pays (Carrefour, l'Oréal, BNP Paribas, la Société Générale, ou Danone...) ne sont pas en danger ; elles ont les reins solides et le soutien (y compris financier) de l'Etat. Par contre, les travailleurs subissent au quotidien les difficultés pour trouver de l'essence et se rendre au boulot, les réprimandes de leur patron ou de leur chef-aillon pour leur retard... Et ceux qui sont en grève reconductible depuis plusieurs semaines s'apprentent à se serrer la ceinture pour de longs mois.

« Bloquer l'économie pour faire pression sur le capital » est d'ailleurs un mythe hérité du 19^{ème} siècle. Il y a plus de cent ans, des ouvriers pouvaient bloquer leur usine et faire plier ainsi leur patron. En effet, d'un côté les caisses de solidarité permettaient aux grévistes de « tenir », de l'autre le patron voyait ses concurrents profiter de la situation pour lui chiper ses clients. La menace de faillite était sérieuse pour l'entreprise et, souvent, les ouvriers triomphaient. Aujourd'hui, le contexte est totalement différent. Il peut toujours y avoir des caisses de solidarité, d'ailleurs il y en a pour les « bloqueurs » des raffineries. Mais les patrons, face à un mouvement social, ne se tirent plus dans les pattes. Ils se serrent les coudes entre eux. Et ils ont même des caisses noires pour faire face à une telle situation. Les

travailleurs des raffineries n'affrontent donc pas « leur » patron mais LE capital et, surtout, **toute la puissance de son Etat**. Le pur rapport de force économique n'est plus, comme il y a un siècle, en faveur des grévistes.

Et ce n'est pas là le seul piège.

Le danger de l'isolement et de « l'impopularité »

La grève reconductible n'est globalement aujourd'hui pas encore très suivie, seuls quelques secteurs luttent de façon permanente : les transports (surtout à la SNCF), le port et le « service propreté » de Marseille, et les raffineries. Ainsi isolés, ces éléments les plus combatifs prennent le risque de s'épuiser, de se démoraliser en cas de défaite et d'être violemment réprimés. C'est d'ailleurs pour cela que de nombreux travailleurs de tous les horizons ont eu pour réflexe de se rendre sur les lieux de blocage et d'occupation pour exprimer physiquement leur solidarité.

Mais il y a un risque plus grand encore, c'est celui de rendre ce mouvement de lutte « impopulaire ». Pour l'instant, la plus grande partie de la classe ouvrière et de la population soutient cette lutte contre la réforme des retraites. Depuis la première journée d'action du 23 mars, il y a de plus en plus de prolétaires (et même de petits commerçants, professions libérales, artisans et paysans) qui rejoignent le mouvement. Sa force est justement d'entraîner dans le combat une partie croissante de secteurs : aux travailleurs de la fonction publique se sont agrégés peu à peu ceux du privé, les familles ouvrières (lors des manifestations du

samedi en particulier), les précaires et les chômeurs, puis les lycéens et les étudiants... La lutte contre la réforme des retraites est devenue pour tous une lutte contre la dégradation de nos conditions de vie et contre la pauvreté.

Mais la paralysie des transports, en touchant en premier lieu ceux-là même qui, finalement, partagent cette lutte, risque de diviser, de rompre cette dynamique, d'aller à l'encontre de la nécessaire extension massive des luttes. Pour l'instant, de très nombreux prolétaires soutiennent ces actions de blocage mais, si la situation perdure, la tendance ne peut que s'inverser.

D'ailleurs, très concrètement, la paralysie totale des moyens de transports rendrait impossible les rassemblements massifs lors des journées de manifestation. Faciliter au contraire au plus grand nombre de se rejoindre par la gratuité des trains ne serait-elle pas, par exemple, une action plus efficace pour renforcer le mouvement ?

Etablir un rapport de force politique

Serions-nous en train de dire que les blocages et les occupations ne sont pas des méthodes bénéfiques à la lutte ? Evidemment, non. Simplement, ces actions ne doivent pas avoir pour but premier d'établir un rapport de force économique (car cela serait vain), mais un rapport de force politique.

Toute action doit être animée par la recherche de l'extension de la lutte.

Notre force, c'est notre union massive et notre solidarité dans le combat.

Par exemple, lors du mouvement contre le CPE en 2006, *la grève des universités a commencé par des blocages. Les étudiants les plus conscients et combatifs ont réussi par ces blocages à entraîner un maximum de leurs camarades vers les assemblées générales où une proportion considérable de ceux qui n'avaient pas compris la signification des attaques du gouvernement ou la nécessité de les combattre ont été convaincus par le débat et les arguments.*

Le blocage et l'occupation d'un site industriel, d'un établissement scolaire ou d'une administration, peut aussi permettre ce rassemblement massif en assemblée générale, ces débats où les plus hésitants sont convaincus et entraînés dans la lutte. **C'est cette dynamique d'extension qui seule fait vraiment peur à la bourgeoisie.** Et, en fin de compte, au-delà du rôle que peut jouer une occupation d'usine ou un blocage à un moment donné d'une grève, c'est **dans la rue** que les ouvriers, les retraités, les chômeurs, les familles ouvrières... peuvent se rassembler massivement !

CCI (22 octobre)

LE CCI SUR INTERNET

www.internationalism.org

L'intersyndicale nous mène à la défaite

« Nous avons été des millions à manifester et faire grève lors des dernières journées d'action. Le gouvernement ne recule toujours pas. Seul un mouvement de masse sera en mesure de le faire. Cette idée fait son chemin au travers des discussions autour de la grève illimitée, générale, reconductible et du blocage de l'économie... La forme que le mouvement prendra est notre affaire. [...] C'est à nous de décider des moyens d'actions, des revendications... Et à personne d'autre.

Laisser les Chérèque (CFDT), Thibault (CGT) et Cie décider à notre place, c'est se préparer à de nouvelles défaites. Chérèque est pour les 42 années. On ne peut pas non plus avoir confiance en Thibault qui ne revendique pas le retrait de la loi, comme nous n'oublions pas qu'en 2009 il buvait le Champagne avec Sarkozy alors que des milliers d'entre nous étaient licenciés, nous laissant nous faire battre séparément. Nous n'avons pas plus confiance dans les prétendus « radicaux ». La radicalité de Mailly (FO) c'est de serrer la main d'Aubry

en manif alors que le PS vote les 42 années. [...]

Si aujourd'hui, ils enfourchent le cheval de la grève reconductible, c'est surtout pour éviter de se faire déborder. Le contrôle de nos luttes sert de monnaie d'échange pour être admis à la table des négociations... Pourquoi ? Pour, comme il est écrit dans la lettre signée par sept organisations syndicales de la CFTC à Sud-Solidaires, « faire entendre le point de vue des organisations syndicales dans la perspective de définir un ensemble de mesures justes et efficaces pour assurer la pérennité du système de retraites par répartition. » Peut-on croire un instant qu'il peut y avoir une entente possible avec les casseurs de nos retraites depuis 1993, avec ceux qui ont entrepris la démolition méthodique de nos conditions de vie et de travail ?

La seule unité capable de faire reculer ce gouvernement et les classes dirigeantes, c'est de s'unir public et privé, salariés et chômeurs, retraités et jeunes, travailleurs avec ou sans papiers, syndiqués ou non, à la base dans des

AG communes et en contrôlant nous même nos luttes. »

Ces lignes sont extraites d'un tract diffusé largement lors des manifestations parisiennes et signé par « Des travailleurs et précaires de l'AG interpro de la Gare de l'Est ».

De nombreux autres textes avec un sens et une tonalité semblables émanent d'interprofessionnelles, de comités de lutte, de groupes de discussion ou de petites organisations politiques, soulignent leur méfiance grandissante envers l'intersyndicale, voire la dénoncent comme nous menant volontairement à la défaite. Et tous encouragent à la prise en main des luttes par les travailleurs eux-mêmes.

Derrière l'intersyndicale, la lutte syndicale en question

En fait, le sabotage des luttes par l'intersyndicale en 2003, 2007 et, aujourd'hui, en 2010, pose la question plus large de la réelle nature des syndicats. Sont-ils aujourd'hui toujours dans le camp de la classe ouvrière ? Un bref survol des luttes des dernières

décennies révèle qu'ils sont bel et bien passés dans celui de la bourgeoisie.

Depuis plus de 100 ans, les seules grandes luttes ont été des grèves sauvages, spontanées et de masse. Et toutes ces luttes se sont données comme base d'organisation, non pas la forme syndicale, mais celle des assemblées générales, où tous les travailleurs débattent de leur propre lutte et des problèmes à résoudre, avec des comités élus et révocables pour centraliser la lutte. La grande grève de Mai 1968 en France est déclenchée malgré les syndicats. En Italie, au cours des grèves de l'Automne chaud de 1969, les travailleurs chassent les représentants syndicaux des assemblées de grévistes. En 1973, les dockers d'Anvers en grève s'attaquent au local des syndicats. Dans les années 1970, en Angleterre, les ouvriers malmènent souvent les syndicats tout comme ceux de Longwy, Denain, Dunkerque en France, lors de la grève de 1979. En août 1980, en Pologne, les ouvriers rejettent les syndicats (qui sont des rouages officiels de l'État) et organisent la

grève de masse sur la base des assemblées générales et des comités élus et révocables (Les MKS). Les micros sont utilisés pendant les négociations, pour que tous les ouvriers puissent suivre, intervenir et contrôler les délégués. Et il faut se souvenir en particulier de comment cette lutte s'est terminée : par l'illusion d'un nouveau syndicat, libre, autonome et combatif, à qui la classe ouvrière pouvait confier les rênes de la lutte. Le résultat fut immédiat. Ce nouveau syndicat, "tout beau, tout neuf", nommé Solidarnosc, coupa les micros pour organiser des tractations en secret avec l'État polonais et, de concert avec lui, orchestra la dispersion, la division et, finalement, la défaite violente de la classe ouvrière !

Suivre les syndicats, c'est toujours aller à la défaite. Pour développer une lutte massive, animée de la solidarité ouvrière, il faut la prendre en main.

« L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes ». CCI (22 octobre)

Comment s'organiser dans la lutte ?

Un mouvement de lutte vit et se développe à travers mille méandres. Les piquets volants, les barrages filtrants, les blocages, les occupations, les diffusions de tracts, les manifestations spontanées, etc., sont autant d'actions possibles. Et la classe ouvrière en inventera certainement d'autres encore dans ses combats futurs.

Mais au cœur de toute lutte, il y a nécessairement l'assemblée générale. C'est dans les AG que nous pouvons discuter, débattre, décider collectivement. Les AG sont LE lieu de discussions ouvertes et d'éventuelles prises de décisions collectives de la lutte des travailleurs. C'est aussi pourquoi elles sont la proie de tous les sabotages.

Les assemblées générales, poumons de la lutte ouvrière

En dehors des moments de lutte, les AG syndicales bidon sont légions. Elles se ressemblent toutes. Dans toutes les boîtes, il y a ces « temps syndicaux » qui ne sont que des repaires de « permanents » qui discutent entre eux, les quelques « syndiqués de base » ou non syndiqués étant réduits au rôle de spectateurs à qui l'on demande un vague avis de temps à autre. D'ailleurs, ces réunions n'attirent que peu de monde. La plupart des prolétaires savent qu'elles n'ont aucun intérêt.

Quand la lutte éclate, comme aujourd'hui, les syndicats s'adaptent et jouent des cartes différentes :

- Tant qu'ils le peuvent, ils font tout pour qu'il y ait le moins de monde possible aux débats. Soit ils n'en font pas du tout, soit ils les font en catimini, avec le moins de publicité possible.

- Parfois, la colère est trop grande dans les rangs prolétaires. Alors, pour éviter l'apparition spontanée de discussions dans des réunions hors de leur contrôle, les syndicats multiplient les assemblées. Mais ces AG sont orga-

nisées par secteurs, sites, catégories... Et, par là-même, les syndicats orchestrent la division, ils saucissonnent, ils dispersent, ils éparpillent, au lieu de rassembler et d'unifier. Actuellement, à la SNCF, il y a des AG syndicales spécifiques pour les roulants, les contrôleurs, les administratifs... Dans certains hôpitaux de la région toulousaine, ce sabotage confine au ridicule : chaque étage a sa propre assemblée !

- Pour garder à tout prix le contrôle de ces AG, les syndicats sont prêts à toutes les basses œuvres. À la gare de l'Est, à Paris, une grande AG devait avoir lieu le jeudi 14 octobre au matin. Les cheminots devaient décider collectivement de la reconduction ou non de la grève. Mais finalement, les permanents syndicaux ont préféré voter cette reconduction entre eux, la veille, le mercredi 13. Il n'y avait donc plus de raison de se rendre massivement à l'AG du jeudi puisque tout était déjà décidé à l'avance. Et, effectivement, il n'y a eu personne ou presque le jour dit. Voilà comment on tue la vie collective de la classe ouvrière en lutte ! Voilà un sabotage syndical dans les règles de l'art !

Dans son article « *Qu'est-ce qu'une assemblée générale ?* », la CNT-AIT du Gers¹ décrit fort justement de nombreuses autres « menaces pesant sur l'AG » :

- « Monopolisation du débat : l'AG n'est pas démocratique. Le cas classique est le délégué syndical qui s'attribue d'autorité le rôle de modérateur, participe aux débats en répondant ou donnant systématiquement son avis. [...]

- Non-démocratie de l'AG : le vote n'est pas respecté. Violant l'ordre du jour, on représente au vote plusieurs fois une décision déjà prise, jusqu'à

épuisement des suffragants. Souvent, la manipulation intervient en fin de réunion, pour détruire sa cohérence et son offensivité.

- Neutralisation de l'AG : l'AG, aussi riche soit-elle, n'a pas de suite. Souvent, l'AG de travailleurs grévistes est organisée pour faire chambre d'écho à la colère des travailleurs, et neutraliser leur révolte en transformant leur volonté d'action directe par un temps de parole stérile. » Les vraies assemblées ouvrières doivent être l'exact contraire. Elles doivent briser d'em-

blée toutes les divisions sectorielles ou corporatistes. Elles doivent être ouvertes non seulement à tous les personnels, quelle que soit leur catégorie, mais aussi, et surtout, aux travailleurs des autres boîtes, aux retraités, aux précaires, chômeurs, étudiants, lycéens... à tous ceux qui veulent participer à l'extension du mouvement et qui se demandent « Comment lutter ? ».

Et, comme l'écrit encore l'organisation anarcho-syndicaliste du Gers :

- « L'AG est démocratique, et garantit donc un tour de parole, équitable-

ment réparti dans le temps et les thèmes de discussion. Ce tour de parole est garanti par un mandat, celui du modérateur. [...]

- L'AG est décisionnelle, et ces prises de décision s'opèrent par un vote à main levée [...].

- L'AG est pérenne, donne lieu à compte-rendu, effectué par un secrétaire désigné en début de séance, qui a charge de noter et diffuser les débats et décisions de l'AG. Elle prévoit la date et le lieu de la prochaine AG. »

Ces derniers points sont primordiaux. Une AG n'est effectivement pas une simple « chambre d'écho à la colère des travailleurs ». Elle est beaucoup plus. Evidemment, c'est un lieu de parole, c'est même l'un des seuls lieux où les travailleurs peuvent réellement s'exprimer. Mais une AG est aussi le lieu où se dessine l'unité de la classe ouvrière :

- C'est là que notre classe peut prendre collectivement ses décisions. Il est donc primordial que la tenue d'une telle assemblée se concrétise par l'adoption (votée à main levée) de textes et éventuellement d'actions.

- C'est là qu'elle peut décider et organiser l'extension de la lutte, en se déplaçant ou en envoyant des délégations massives vers les centres ouvriers (usines, administrations, hôpitaux...) les plus proches géographiquement et les plus combatifs pour les appeler à rejoindre la lutte.

- Et c'est là que se construit la coordination entre les différents sites et secteurs en lutte. Les assemblées générales doivent en effet être coordonnées entre elles par des comités constitués eux-aussi par des délégués élus, responsables en permanence devant elles et donc révocables à tout moment.

Le mouvement actuel contre les retraites a démontré la profondeur de la colère ouvrière, l'ampleur de son ras-le-bol, la puissance de sa détermination et de sa capacité à se mobiliser massivement. Mais notre classe n'est pas encore parvenue réellement à l'heure actuelle à s'organiser collectivement dans la lutte en AG souveraines et autonomes. Voici la principale faiblesse de cette lutte. Voici l'étape que le prolétariat devra nécessairement franchir à l'avenir s'il veut prendre en main ses luttes et faire face, uni et solidaire, au capital.

CCI (22 octobre)

Provocations, intimidations et répressions étatiques

A Lyon, le jeudi 21 octobre, un cortège de manifestants se dirige vers la Place Bellecour et croise quelques dizaines de gamins qui s'affrontent aux forces de l'ordre et cassent tout ce qui leur tombe sous la main. Immédiatement, un cordon sanitaire de flics les empêche de passer et les repousse même de façon musclée. « *Ordre d'en haut* ».

La bourgeoisie ne veut surtout pas que les manifestants discutent avec les « casseurs » et les persuadent de crier leur colère autrement, en rejoignant la lutte contre la réforme des retraites. Elle souhaite l'exact opposé : que les manifestations soient pourries, gangrenées par la violence aveugle.

Pour atteindre son but, elle n'y a d'ailleurs pas été de main morte. Les flics ont eu l'ordre de taper sur tout ce qui bouge et qui a moins de 20 ans. Les lycéens ont subi, partout en France, des provocations et une répression féroce.

Le but de la manœuvre est clair : faire peur aux jeunes, à leurs parents et à toute la classe ouvrière ; et essayer de rendre le mouvement impopulaire en assimilant frauduleusement cette lutte à des actes de destruction et de violence.

Pour nous, au contraire, ces événements ont révélé une nouvelle fois ce que sont vraiment la bourgeoisie et le prolétariat.

D'un côté, une classe qui attise la haine et la division en semant la terreur, en réprimant violemment des enfants à coups de flash-ball, de matraques et de gaz lacrymogènes.

De l'autre, une classe qui met en avant la solidarité, des jeunes qui se battent pour que leurs parents et grands-parents ne vivent pas dans la misère, des vieux qui refusent l'avenir de galère promis aux jeunes générations...

A bas la terreur étatique !
Vive la lutte de classe !

CCI (22 octobre)

REUNIONS PUBLIQUES

Lutter, oui ! Mais lutter comment ?

Nous invitons chaleureusement à venir débattre, salariés, chômeurs, précaires ou retraités, pour briser l'atomisation que nous impose ce système et élaborer ensemble des méthodes de lutte !

- Le 13 novembre à Paris (à 15h, au CIPC, 21 rue Voltaire, Métro Rue-des-boulets, salle verte).
- Le 20 novembre à Lyon (à 17 h, au CCO, 39 rue Georges Courteline à Villeurbanne, bus : 27, 37, 38, arrêt Antonins).
- Le 27 novembre à Toulouse (à 15h, Restaurant On'Nador, 5 rue de l'université du Mirail (métro Mirail-Université) et à Marseille (à 17h, Association Mille Bâbords, 61 rue Consolat, métro Réformés)

Boîte postale : Révolution internationale, Mail Boxes 153, 108, rue Damrémont 75018 Paris